

*La production militaire*

Devenus partie intégrante des forces continentales de la démocratie par la remarquable entente de Hyde Park (mentionnée plus haut), les Canadiens espéraient continuer dans cette voie lorsqu'il devint évident, entre 1947 et 1948, qu'au lieu d'une ère de paix, c'était une guerre froide d'une durée indéfinie qui commençait pour le monde. Leurs espoirs étaient peut-être naïfs, mais ils étaient ardents. Plus que n'importe lequel des autres pays de l'OTAN, le Canada avait insisté pour obtenir l'inclusion, dans le Traité de l'Atlantique nord, de l'article II, qui enjoint aux nations membres de «chercher à éliminer les conflits entre leurs politiques économiques respectives» et «d'encourager entre elles une collaboration économique mutuelle». Il semblait juste, et en vérité il était logique que les nations unies pour défendre la liberté (ou, du moins, pour défendre l'Europe occidentale) unissent aussi leurs armements, leur main-d'œuvre et leurs ressources intellectuelles en une coalition pacifique unique en son genre, et étendent leur mutuelle collaboration à la production de matériel militaire.

La guerre de Corée fournit au Canada et aux États-Unis une raison de plus de faire disparaître, «autant que possible», les «obstacles qui entravent leurs échanges mutuels de biens essentiels à leur commun effort de défense» et d'établir «un programme coordonné quant à leurs besoins, à leur production et à leur approvisionnement». Cette entente du 26 octobre 1950 n'était une entente qu'en principe. La guerre de Corée n'était pas une guerre totale. Les forces centralisantes qui avaient attiré les membres de la Grande Alliance et fait leur unité durant la guerre mondiale s'affaiblirent au cours des «années '50». Après la mort de Staline (mars 1953), les hommes de bonne volonté et d'intelligence supérieure purent légitimement en arriver à des conclusions très différentes quant à la stratégie et aux tactiques de la politique russe; or, s'ils ne s'entendaient pas sur la nature du défi qui leur était lancé, comment pouvait-on espérer qu'ils eussent devant ce défi une réaction identique? Le sentiment de se trouver dans une situation d'urgence, sentiment qui força les nations-membres de l'OTAN à consacrer jusqu'à la moitié de leurs revenus à des fins de défense, ne pouvait les amener à orienter leurs dépenses selon le principe des avantages relatifs. De plus, dans cette alliance entre égaux, certains membres étaient plus égaux que d'autres. Pour les États-Unis, il pouvait être relativement avantageux de produire chez eux presque n'importe quelles armes; par contre, pour l'Islande, il était avantageux de n'en produire aucune. Les pays qui se trouvaient, pour ainsi dire, dans une situation intermédiaire, hésitaient devant l'alternative de maintenir la force militaire de leur nation ou de «se tenir à la page».

Le Canada, qui était l'un de ces pays, fit de son mieux pour produire lui-même autant de ses propres armes que possible. Il connut des échecs sans trop de conséquence et d'autres échecs plus sérieux. Le plus grave de tous fut celui du programme des CF-105. A aucun de nos lecteurs, il ne sera nécessaire de rappeler le triste sort de l'Arrow, cette superbe machine destinée à devenir le principal appareil de combat et d'interception dans la défense aérienne de l'Amérique du Nord, mais qui, après l'envoi dans les airs de deux prototypes seulement (prototypes qui coûtèrent aux contribuables près de 400 millions de dollars), fut bel et bien abandonnée aux démolisseurs. Que s'était-il donc passé? Jusqu'à ces temps derniers, on ne l'avait jamais dit aux contribuables (bien qu'ils l'eussent deviné). Mais en octobre 1963, le général retraité qui avait été le principal conseiller militaire du Gouvernement à l'époque révéla comment les choses s'étaient gâtées. Au commencement, le programme Arrow avait consisté simplement à construire la carcasse de l'appareil. A cette carcasse fabriquée au Canada, on devait ajouter un moteur américain ou anglais, un dispositif américain d'armement (Sparrow II) et un ensemble d'appareils électroniques et de communications, également de provenance américaine. Dans